

Prise de position sur l'initiative populaire soumise « Contre les F-35 (Stop F-35) »

Irresponsable en termes de politique de sécurité et affaiblissant l'Armée

Déposée le 16 août 2022 par une alliance du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), du SPS et des Vert-e-s suisses avec environ 103'000 signatures officiellement certifiées cette initiative populaire est de la poudre aux yeux politique et irresponsable en termes de politique de sécurité, de plus elle demande de manière déguisée d'affaiblir la sécurité de la Suisse et de notre armée.

Processus démocratique correct

Le 27 septembre 2020, les électeurs suisses ont approuvé l'arrêté fédéral (20 décembre 2019) relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat. Ils ont approuvé le projet Air2030 à la majorité. C'était une décision fondamentalement démocratique et correcte de la part du peuple souverain suisse. Sur cette base, le Conseil fédéral a décidé, lors de sa séance du 30 juin 2021, de soumettre au Parlement le projet d'acquisition de 36 avions de combat F-35A du constructeur américain Lockheed Martin ainsi que l'acquisition de 5 unités de tir Patriot du constructeur américain Raytheon. Dans l'évaluation, les deux systèmes ont obtenu la meilleure note globale, et ce, pour les coûts totaux les plus bas. L'évaluation et la décision du Conseil fédéral ont été prises en se basant sur une multitude de facteurs et en connaissance de toutes les informations et considérations pertinentes. En février 2022, le Conseil fédéral a approuvé le message sur l'Armée correspondant et l'a transmis aux deux chambres. Le législateur en décidera désormais conformément à la Constitution.

De la poudre aux yeux concernant la politique d'État

L'une des dispositions de l'initiative : "Le gouvernement fédéral ne se procure aucun avion de combat F-35", est une tromperie au niveau de la politique étatique. Ainsi les initiants ont délibérément omis de soumettre une proposition alternative avec un autre type d'avion pour la modernisation des forces aériennes. Ils vont encore plus loin dans l'initiative en exigeant la réduction correspondante du budget de l'armée et en laissant les deux dispositions en vigueur jusqu'au 1er janvier 2040 sans aucune clause d'amendement qui pourrait être nécessaire selon l'évolution de la situation. Cette politique obstinée de désarmement se confirme par le fait que les initiants, dans leur brochure "Stop F-35" du 28 juin 2021, plaident pour le rejet impétueux de "tous les types d'avions de chasse" (brochure, p. 3 : "Du point de vue des parrains du référendum sur les avions de chasse, tous les types d'avions de chasse doivent être rejetés avec véhémence »). Les initiants ne se préoccupent non seulement d'empêcher l'acquisition du F-35A, mais aussi de bloquer de manière générale le renouvellement de nos forces aériennes.

Irresponsable concernant la politique de sécurité

L'initiative est aussi insouciante et irréaliste en matière de politique de sécurité, car elle ne tient pas compte de la situation politique et militaire, qui s'est fortement dégradée ces derniers mois, tant en Europe qu'en Asie. La Russie mène une guerre impitoyable d'agression néo-impérialiste et nationaliste contre un État indépendant et souverain. Cette guerre viole les dispositions fondamentales du droit international et l'ordre de paix en Europe. Elle pourrait s'aggraver à tout moment et non seulement alourdir les relations internationales pour les années à venir, mais aussi mettre en danger la sécurité et la stabilité de la région transatlantique-eurasienne pendant quelque temps encore. De plus, le risque de guerre en Asie augmente en raison du différend non résolu entre la Chine et l'île de Taiwan sur leur statut et le rôle des États-Unis qui y est associé. La péninsule coréenne abrite la plus grande concentration de troupes au monde dans le contexte d'un gouvernement nord-coréen agressif et imprévisible qui construit ses propres armes nucléaires et missiles. Un autre élément de l'insécurité croissante en Asie est le fait que la République populaire de Chine renforce ses capacités nucléaires, poursuit une annexion insidieuse des zones maritimes de la mer de Chine méridionale, déplaçant effectivement ses frontières territoriales vers le sud en violation des normes concernées du droit international. Cela montre également l'ambition de la Chine de devenir la puissance dominante dans la région et peut-être aussi au niveau mondial.

Et, elle semble déterminée à travailler de concert avec la dictature russe et à évincer les États-Unis et ses partenaires qui défendent la démocratie libérale ainsi qu'à lever les moyens militaires nécessaires pour cela. Ces quelques zones de conflit montrent clairement que les conflits politiques de pouvoir et les risques de guerre sont des défis incontournables en matière de politique de sécurité et peuvent dégénérer à tout moment.

Améliorer - et non affaiblir - les forces aériennes et l'Armée

La politique suisse doit donc optimiser la sécurité du pays, ce qui passe par l'aboutissement et la modernisation des capacités militaires en général et le nécessaire renouvellement des forces aériennes en particulier. Des conditions favorables doivent être créées rapidement et sans délai pour que l'Armée dispose à tout moment d'une capacité opérationnelle suffisante. La Suisse doit avant tout faire ses devoirs de manière autonome. Il est important d'éviter qu'elle ne forme une zone militaire stratégique non protégée, perde son attrait politique, économique et international en tant que lieu sûr et porte atteinte à sa réputation d'acteur militaro-politiquement crédible et soucieux de sa sécurité.

L'initiative reflète le caractère irrationnel et hypocrite de ses initiants. Au lieu de défendre résolument l'objectif de la Constitution (art. 2, al. 1 : protection de la liberté et de la sécurité du pays, entre autres), la politique du GSsA, du PS et des Vert-e-s suisses conduisent exactement à l'opposé de ce qu'ils veulent soi-disant défendre: à savoir l'affaiblissement de notre pays et de sa réputation sécuritaire. Le Comité est également hypocrite parce qu'il craint ou se dérobe d'informer notre peuple que la situation prévisible exige des garanties fiables pour notre liberté, notre indépendance et notre démocratie. C'est aussi une nécessité et un devoir en termes de la politique de neutralité de la Suisse. Le Comité initiant ne reconnaît pas que le progrès dans le sens d'un ordre et d'une sécurité permanents au niveau international, mais aussi dans le sens de plus de moralité et d'éthique dans la politique internationale, n'est pas une loi de la nature. C'est pourquoi le réalisme de la politique de sécurité, la vigilance politico-étatique et la volonté citoyenne de notre peuple sont et resteront indispensables.

Penser stratégiquement et agir de manière responsable en termes de politique de sécurité

L'initiative rappelle aussi que la Suisse doit se positionner plus stratégiquement et ne pas suivre des politiques pacifistes de prévention thérapeutique. Une politique de sécurité orientée stratégiquement demande d'où viennent réellement les menaces à notre sécurité, où se cachent les vrais dangers et ce qu'il faut faire pour contrer ces dangers. La politique pacifiste-thérapeutique est une politique qui suppose que les guerres surviennent principalement à cause des courses aux armements ou sont le résultat du sous-développement, et que celles-ci pourraient être évitées par l'abolition des armes ou par l'aide au développement. Cependant, ce n'est pas le pacifisme en tant que tel qui est discutable, mais le manque de compréhension des conditions sécuritaires et politiques pour assurer la paix face au despotisme, à la violence, à l'arbitraire dictatorial et à l'oppression, comme la réalité le révèle actuellement tous les jours avec un échiquier géopolitique renouvelé.

Le VSWW prône une attitude claire de responsabilité en matière de politique de sécurité, qui respecte la décision majoritaire prise démocratiquement le 27 septembre 2020 et donne au Conseil fédéral la confiance et la liberté d'action pour l'achat urgent de F-35A dans la situation instable actuelle. Il attend des autorités fédérales qu'elles résistent à la politique aventureuse d'empêchement des F-35A des initiants et qu'elles commandent la première tranche de F-35A comme prévu après le conseil National de septembre, avec ou sans vote sur l'initiative. Les autorités fédérales sont chargées de veiller à ce que les chances de notre armée soient durablement réhaussées afin que, si nécessaire, nous puissions lutter avec succès contre un ennemi moderne pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de notre pays.

Au nom du VSWW:

Dr. Günter Heuberger, Col EMG a D, Président

Annexe

«Der F-35 A für die Schweiz – die relevanten Fakten im richtigen Kontext»
(Sicherheitspolitische Information des VSWW vom Februar 2022)